

*Les subsides*

Disons donc un mot de ces démons étrangers, car un peu plus tard au cours de sa diatribe devant le comité, M. Hurtig a fait allusion au «bagage culturel». Voilà une expression intéressante. C'était la première fois que je l'entendais. Or, quand je lui ai demandé ce qu'il entendait par là, voici ce qu'il m'a répondu: Quand des entreprises étrangères, qu'elles soient japonaises, indiennes, américaines, allemandes, françaises ou anglaises, viennent s'établir au Canada, elles se font généralement accompagner de ressortissants de leurs pays d'origine. C'est là le «bagage culturel» dont parlait M. Hurtig. C'est gens-là apportent avec eux les livres qu'ils lisaient dans leur pays, les coutumes et les méthodes commerciales de leur pays. Ce sont les propres paroles de Mel Hurtig, c'est consigné en toutes lettres dans les procès-verbaux. J'étais disposé à suivre ce monsieur dans ses propos et à accepter des grains de sa prétendue sagesse jusqu'à ce que nous en arrivions à ce tournant imprévu. Tout ce que je peux dire, quant à moi, et j'espère que tous les autres députés en diraient autant, c'est que des observations racistes comme celles-là ne méritent pas de figurer au procès-verbal d'un comité permanent de la Chambre des communes. Les gens qu'amènent avec elles les entreprises étrangères qui viennent s'établir au Canada, qu'ils fassent partie des cadres ou qu'ils occupent un poste subalterne, ne diffèrent en rien de leurs concitoyens qui émigrent au Canada, qu'ils soient Polonais, Tchécoslovaques, Yougoslaves ou autres. Alors, ces propos me répugnent.

J'aimerais dire un mot maintenant de l'investissement canadien, car on a beaucoup parlé au cours de ce débat des méfaits de l'investissement étranger, mais nous n'avons guère parlé de l'investissement canadien à l'étranger. Nous n'avons guère entendu l'opposition parler des dollars canadiens qui ont été chassés du Canada, et qui ont abouti aux États-Unis, au Japon, en Grande Bretagne, en Allemagne ou ailleurs. Là-dessus, elle a gardé le silence le plus complet.

Je voudrais vous parler d'un petit entrepreneur qui exploite une scierie très particulière dans le village de Nakusp. Il excelle dans une coupe sélective. Bien sûr, les gros exploitants se servent souvent avant lui, mais il ne cherche qu'une seule essence, le pin blanc, qu'il transforme en billes équarries de 12 ou 16 pouces. Il expédie ses billes par camion réfrigéré, afin d'éviter l'apparition d'une certaine tache bleue sur le bois jusqu'en Caroline du Nord, où une entreprise canadienne fabrique du bois pour l'industrie du meuble. A partir de ces billes on produit des copeaux de placage très minces destinés aux meubles en pin blanc. Cette entreprise qui appartient à des Canadiens a aussi une usine à Montréal pour desservir le Marché de l'Est, mais aux États-Unis, il s'agit du plus gros producteur de bois pour meubles. Je n'y vois absolument rien de mal puisque cela donne lieu à toutes sortes d'échanges: d'argent, de compétence, de produits. Ces activités pourraient tout aussi bien s'effectuer au Canada, alors pourquoi ne les a-t-on pas encouragées?

Je vais maintenant vous citer le cas inverse celui d'une entreprise américaine qui est venue s'installer dans la circonscription du député de Yellowhead (M. Clark), l'ancien premier

ministre du Canada. Il s'agit de St. Regis Pulp and Paper. Dernièrement, le ministre d'État aux Forêts a eu l'occasion de visiter cette usine de pâtes et papiers. Pour ma part je la connaissais bien pour y avoir travaillé. En matière de reboisement, cette société a un dossier remarquable et qui en surpasse bien d'autres.

Enfin, permettez-moi de vous parler de Weyerhaeuser, une grosse entreprise américaine de produits forestiers dont le Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique a appuyé l'implantation au Canada. Celle-ci a pris en charge un énorme projet de gestion forestière en Colombie-Britannique, alors que des Canadiens qui s'y intéressaient également, n'y sont pas parvenu. Dans sa sagesse sur laquelle je suis d'accord, le Syndicat pressentait qu'il pourrait mieux négocier avec Weyerhaeuser qu'avec un groupe canadien. En somme, il s'agit là de deux entreprises très productives qui ne font pas figure d'entreprises américaines aux yeux des Canadiens. Elles font partie de la grande famille des entrepreneurs qui créent des emplois au Canada et font tourner notre économie.

• (1600)

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, je suis heureux de contribuer à ce débat, encore qu'il soit regrettable que ce débat doive avoir lieu. L'objet de cette motion est d'exprimer une inquiétude, que partage mon parti, face à l'incapacité du nouveau gouvernement à protéger le Canada des problèmes que constituent les investissements étrangers directs, en mentionnant expressément le cas de Mitel, et face au fait qu'après une brève période de reprise des débats à la Chambre, le gouvernement ait décidé d'imposer la guillotine pour faire passer en force le projet de loi sur Investissement Canada, sans tenir compte des divers amendements constructifs proposés par les partis de l'opposition.

Lorsque j'écoute certaines des interventions dans ce débat, je trouve qu'elles ne manquent pas l'ironie. Je trouve ironique, par exemple, que le député de Lanark-Renfrew-Carleton (M. Dick) parle avec fierté de l'intention de son parti de faire redescendre les importations de bœuf en provenance de la Communauté économique européenne du niveau où elles étaient montées afin de protéger les éleveurs de bovins du Canada. Pourtant, il ne comprend pas les problèmes qui vont se poser pour les emplois canadiens à la suite de l'absorption de Mitel dans sa propre circonscription. S'il est important d'assurer un traitement équitable et de justes conditions commerciales pour les éleveurs de bovins, ce devrait être aussi le cas pour les travailleurs et les industries du domaine électronique. Dans le cas de Mitel, on cède le contrôle d'une très importante compagnie de la région d'Ottawa. Cette compagnie a énormément contribué au développement de la «Silicone Valley» de la région d'Ottawa et au développement du Canada tout entier. On abandonne maintenant à un contrôle étranger l'un des principaux pions de l'importante industrie à haute technologie du futur.